



Section de Meurthe et Moselle

Le 16 juin 2015

Compte rendu CHSCT du 15 juin 2015

Jean-Louis SZATMARI a participé en qualité de représentant **FO DGFIP 54** :

Rapport du groupe de travail du 1^{er} Juin :

1 – Examen du PAP (Programme annuel de prévention) et du DUERP (Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels) actualisé de la DIRCOFI-Est.

Lors du vote, votre représentant **FO DGFIP 54** a voté contre le PAP. Certes un programme est établi, mais les mesures de prévention proposées par l'administration ne sont pas appropriées.

Un exemple comme les risques routiers auxquels s'exposent les agents, la DIRCOFI Est rappelle uniquement les consignes d'usages ou encore donne la priorité aux transports en commun. Elle doit préconiser le suivi de la formation «conduite préventive».

On note également dans ce document que certains RPS (risque psychosociaux) sont sous évalués. Ils sont classés D sur une échelle allant de A à D (A étant le plus élevé). Les même risques sont classés C voir B à la DDFiP 54.

Lors des débats, la direction de la DIRCOFI Est, nous apprend que les objectifs des vérificateurs ont été revus à la baisse pour diminuer leur charge de travail.

2 – Examen du PAP (Programme annuel de prévention) et du DUERP (Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels) actualisé de la DDFiP.

Le DUERP comprend 155 lignes contre 207 en 2014, une cinquantaine de risques ayant été supprimés.

On constate que suite à la pénurie d'emploi et à la charge croissante des taches, la direction recense un nouveau risque psychosocial au CFP de longwy et le classe A.

FO DGFIP tient à rappeler à l'Administration que ce type de RPS peut être dénombré dans de nombreux sites du département et que ce ne sont pas les fermetures de postes, les modifications d'horaires d'ouvertures, les transferts de charges, la mise en place de pôle... qui stopperont le mal être des agents de la DDFiP.

Commencez dans un premier temps par arrêter les suppressions d'emploi !!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!

3 – Présentation du rapport d'activité du médecin de prévention.

Mme FORT nous a présenté le bilan de son activité en 2014 et nous a fait part de ses difficultés dans l'exercice de sa fonction dues aux conditions de déménagement et d'installation.

Elle évoque les différentes pathologies et situations rencontrées, faisant état de difficultés de nombreux agents.

Mme FORT tient à nous préciser également que la situation de baisse constante des effectifs, la quantité de travail, la pression temporelle, la complexité du travail avec la nécessité et le manque de temps pour le faire, nécessiterait une clarté de pilotage et une priorisation des tâches qui peuvent faire défaut.

4 – annotation des registres.

La grande partie des remarques relevées à la DDFiP 54 concernent le manque de nettoyage des locaux;

La Direction est donc intervenue auprès de la société titulaire du marché de nettoyage pour qu'elle respecte ses prestations.

Dans certains cas, des demandes de pénalités pourront être demandées à la société de nettoyage.

5 – Fiches de signalement.

Nous constatons qu'une fiche de signalement a donné lieu à un dépôt de plainte.

Les autres fiches font l'objet d'une lettre de mise en garde adressée par la Direction au contribuable impliqué.

Lors du groupe de travail, l'Administration nous a confirmé que l'agent qui doit se rendre dans un service de Police ou Gendarmerie pour déposer une plainte, le fera sur son temps de travail.

6 – Accidents de travail.

2 chutes, un porte qui se ferme sur une main et une intoxication respiratoire.

7 - Propositions de projets.

Certains projets ont été abandonnés tel qu'une fontaine à eau à la Trésorerie de Baccarat ou l'acquisition d'une imprimante individuelle pour un agent ayant des difficultés à se déplacer. Pour rappel, une centaine d'imprimantes vont être enlevées des services .

D'autres projets ont été refusés, tels que les stores pour la salle de réunion de l'Insee (2377 €) alors que les fenêtres vont être changées en 2015.

Ou encore du gel hydroalcoolique pour les enquêteurs et agents recenseurs de l'Insee ainsi qu'une grille pour la porte arrière de la Trésorerie de Pont A Mousson qui est demandée plus pour sécuriser le bâtiment que les agents.

Et dans les projets acceptés on trouve l'achat de fauteuils ergonomiques, des stores pour la Trésorerie de Thiaucourt, un écran de 27 pouces sur attestation du médecin, des gilets fluorescents pour Lunéville, 6 extincteurs pour des véhicules de service, la mise en place d'une caméra pour l'accueil de la Cité...

Point sur les travaux de désamiantage à l'Insee-Lorraine ;

Les travaux débuteront le 4 eme trimestre 2015 et dureront jusqu'en juin 2016, toutefois le marché public n'est pas encore lancé.

Le calendrier prévisionnel des travaux sera visible sur l'intranet local de l'Insee.

Le site sera soumis à un ergonomiste pour étudier l'optimisation des postes de travail des 95 agents.

L'Administration nous informe de nouveau que le rez de chaussée sera cédé à une autre administration.

horaires d'ouverture dans les services de la DDFiP

A écouter notre directeur, le choix de changer les horaires d'ouverture au public fait suite à une demande express des agents.

Il a le beau rôle notre AGFiP de dire, qu'il ferme un peu plus les services pour faire plaisir aux agents, qui pourront ainsi travailler dans de meilleures conditions en « Back-office », lors des fermetures.

Toutefois, il faudrait peut-être qu'il se rende compte qu'il faut quand même répondre au téléphone et que les usagers reviennent le lendemain.

Projet 20169 de réorganisation à la DDFiP

La Direction nous informe sur les futurs projets de fermetures des Trésoreries de Longuyon et de Nomeny,

Ces fermetures sont prévues pour le 01 janvier 2016.

L'ensemble des emplois sera transféré sur les Trésoreries respectives de Longwy et de Pont A Mousson.

Pour vendre le projet aux élus, notre Direction accepte la mise en place de permanences tenues par un cadre A, dans le but de faire du conseil auprès des maires, régisseurs, secrétaires de mairie... et non de la collecte de chèques, TIP...

Dans l'attente d'un feu vert écrit (l'accord de principe étant donné par Bercy), la direction nous rappelle les projets de transfert de l'impôt de certaines Trésoreries vers des SIP recouvrement.

Essey les nancy ==> SIP Nancy Nord-Est
Bayon-Blainville ==> SIP Lunéville
Neuves-Maisons ==> SIP Vandoeuvre

La Direction nous rappelle du maintien à résidence des agents qui le demanderont.

Le Rapport de visite du CHSCT au CFP de Longwy :

Un compte rendu de la visite des membres du CHSCT en date du 16 avril 2015 présente le Centre des Finances Publiques de Longwy au niveau des locaux et du personnel encore présent.

En conclusion, le CHSCT souhaite la visite du médecin de prévention sur le site de Longwy afin de voir les agents collectivement et individuellement.

Questions diverses :

Aux dires de notre Direction, aucun projet de déménagement de la Trésorerie du CHU dans les locaux de la Maternité.

FO DGFIP 54 clôture ce compte rendu en donnant la citation de notre Directeur :

« 36 % des contribuables déclarent par internet, par rapport à ce taux, très peu d'agents de la DGFIP déclarent par internet, c'est un peu comme un vendeur qui travaille chez BMW et qui achète une Audi. ».

Sur cette phrase, Monsieur le Directeur, on voit bien le décalage qu'il y a entre vous et vos agents, quand vous nous dites qu'on doit tous faire des efforts car on va dans le mur.

Le votre est doré.